

PME 2008

**Rapport OSEO
sur l'évolution des PME**



**Le Rapport PME 2008
est édité par
OSEO**

27-31, avenue du Général Leclerc,
94700 Maisons-Alfort
Tél. : 01 41 79 80 00

observatoiredespme@oseo.fr

Directeur de la publication :
François Drouin

« En application de la loi
du 11 mars 1957 (art. 41)
et du code de la propriété
intellectuelle du 1^{er} juillet 1992,
toute reproduction partielle ou totale
à usage collectif de la présente
publication est strictement interdite
sans autorisation expresse de l'éditeur.
Il est rappelé à cet égard que l'usage
abusif et collectif de la photocopie
met en danger l'équilibre
commercial des circuits du livre. »



SOMMAIRE

5	PRÉFACE
7	INTRODUCTION
11	Première partie LES GRANDES ÉVOLUTIONS
13	La démographie des PME – Évolution en 2007 – Jeunes créateurs et innovation
39	Le comportement économique des PME
51	La situation financière des PME
75	Deuxième partie LES THÉMATIQUES
77	Les PME et l'emploi
87	Les PME et l'innovation
131	Les PME et l'exportation
139	Les PME et leurs marchés publics et privés – Place des PME dans les marchés publics en 2006 – PME et délais de paiement
181	Troisième partie ACTUALITÉ
183	Le soutien aux PME et à l'innovation : un consensus international
231	Quatrième partie L'ACTION PUBLIQUE
233	Bilan de l'action des organismes publics
243	Principales mesures prises en faveur des PME
259	L'OBSERVATOIRE DES PME



PRÉFACE

François Drouin
Président Directeur général
OSEO



Comme les précédents ouvrages, ce quatrième rapport OSEO sur l'évolution des PME fournit à ses lecteurs une vaste description de cette population, essentielle à la croissance et à la vitalité de l'économie française.

Ce portrait n'a pu être réalisé qu'en s'appuyant sur un ensemble de partenaires auxquels nous adressons nos remerciements. À l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) et à la Banque de France, qui collaborent à ce document depuis l'origine, se sont ajoutées au fil des années d'autres institutions : le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, l'Agence pour la création d'entreprises, la Direction générale des Douanes, le Sessi, l'Observatoire économique de l'achat public. Grâce à eux le rapport s'est enrichi et permet d'apprécier le rôle, le poids dans l'économie et le comportement des 2 900 000 PME françaises.

En cette période de Présidence française de l'Europe, le rapport se devait d'apporter un éclairage européen que l'on trouvera notamment dans la partie relative à la situation financière des PME et dans la partie « Actualité » avec la présentation d'une quinzaine d'exemples d'organismes intervenant à la demande des pouvoirs publics en faveur des PME qui montre qu'avec des procédures quelquefois différentes, adaptées aux contextes, le soutien, l'accompagnement de la création, du développement et de l'innovation dans les PME est un objectif unanimement

partagé. Et si l'on regarde au-delà des frontières de l'Europe, le constat est le même : la Small business administration aux États-Unis, le JASME au Japon, pour ne citer qu'eux, jouent un rôle majeur dans le développement du tissu de PME.

En France, OSEO a reçu de l'État la mission de soutenir l'innovation et la croissance des PME, et de contribuer à l'émergence d'entreprises de plus grande taille, qui demeurent encore trop rares dans notre pays. Priorité a été donnée à l'aide à l'innovation, en se concentrant sur les projets des entreprises intermédiaires qui contribuent de façon essentielle à la création de richesses. C'est leur donner les meilleures armes pour accélérer leur croissance et devenir de plus en plus compétitives.



INTRODUCTION

Henry Savajol
OSEO

Avec cette quatrième édition du rapport PME, l'Observatoire des PME d'OSEO poursuit son objectif d'amélioration et de diffusion des connaissances sur les 2 900 000 petites et moyennes entreprises françaises.

Univers extrêmement diversifié, multi-forme, le monde des PME est difficile à appréhender dans sa globalité. Pour illustrer cette hétérogénéité, il suffit de rappeler que coexistent sous l'appellation PME, médecins, boulangers, artisans du BTP, sociétés de services informatiques, entreprises de mécanique, hôteliers, garagistes, blanchisseurs...

Diversité sectorielle donc (notons que les entreprises industrielles ne représentent plus qu'environ 10 % du nombre des entreprises françaises), diversité de formes juridiques (moins de la moitié des entreprises sont sous forme sociétale), diversité de statuts (un tiers des entreprises relèvent de l'artisanat et un cinquième sont des professions libérales), diversité de régimes fiscaux, diversités de stratégie (certaines entreprises n'ont pas vocation à grandir ou certains dirigeants ne souhaitent pas développer leur entreprise : une récente enquête menée pour OSEO montre que 52 % des dirigeants de PME de plus de 10 salariés n'envisagent pas de développer leur entreprise), diversité de conditions d'accès au métier, démographie très vive (plus de 10 % du stock d'entreprises se renouvelle chaque année), autant de raisons qui forcent celui qui étudie les PME à adopter une approche pragmatique et à multiplier les « regards » sur ces entreprises plutôt qu'à

en chercher à tout prix une vision globale forcément réductrice. À défaut de pouvoir faire un portrait unique et exhaustif des PME, assemblons patiemment les pièces d'un puzzle.

Ce puzzle se constitue progressivement, grâce aux contributions apportées par nos partenaires et que l'on retrouve dans les quatre grandes parties de ce document.

Dans « Les grandes évolutions », sont analysés la démographie des PME (Insee et APCE), leur comportement économique (OSEO) et leur situation financière (Banque de France), avec, dans ce dernier document, une comparaison entre 6 pays européens.

La partie « Thématiques » rassemble les données disponibles dans les domaines de l'emploi (OSEO), de l'innovation (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Sessi, OSEO), de l'exportation (Direction générale des douanes), des marchés publics (Observatoire économique de l'achat public).

Le « sujet d'actualité » présente une revue de dispositifs mis en œuvre dans plusieurs pays de l'Europe en faveur du développement et de l'innovation dans les PME (OSEO et organismes partenaires)

Enfin, la dernière partie présente un bilan de l'action publique en France en faveur des PME (CDC et OSEO) et un récapitulatif des principales mesures législatives ou réglementaires concernant ces entreprises.

Quels sont les principaux faits marquants de l'année 2007 ?

Un rythme de création d'entreprises très élevé

En 2007, 321 000 entreprises ont été créées, soit une forte hausse par rapport à 2006, de + 13 %. Ce dynamisme est le plus sensible dans quelques secteurs : la vente à distance, les professions paramédicales, les activités liées aux soins corporels et au bien-être, les transports routiers, les taxis, les entreprises spécialisées dans la récupération de matières recyclables. En revanche, la hausse ralentit nettement dans l'immobilier.

De plus en plus d'entreprises sont créées sous forme de société, désormais, elles représentent la moitié des nouvelles entreprises.

À noter que parmi les nouvelles entreprises, plus de quatre sur cinq se créent sans salarié. Depuis 2002, le nombre de créations d'entreprises sans salarié a progressé de 33 % alors que celui des créations avec au moins un salarié est stable.

14 % des créateurs déclarent « avoir, sur leur marché, introduit des produits ou des services nouveaux », et la moitié d'entre eux affirment vouloir développer leur entreprise.

Le taux de défaillance reste très faible

Bien qu'en légère hausse par rapport à 2006, le nombre de défaillances d'entreprises enregistré en 2007 (43 000) demeure environ 25 % en deçà de celui enregistré en 1993, et le taux de défaillance atteint son plus bas niveau (1,5 %) depuis le début de son calcul (1993).

Un bon niveau d'activité

2006, en dépit du trou d'air constaté durant l'été, s'était révélée comme une

année globalement positive pour les PME, avec cependant des contrastes assez prononcés entre les différents secteurs d'activité.

Le bilan de la situation économique et financière des PME en 2007 est assez comparable à celui de l'année précédente, avec toutefois une accélération significative de l'activité dans plusieurs secteurs et un renforcement des créations d'emploi.

L'activité des PME est restée très soutenue dans la construction ainsi que dans les services aux entreprises. Elle s'est accélérée dans l'industrie, grâce notamment au dynamisme des PMI exportatrices, dans le commerce de gros et dans les transports. Dans le tourisme, l'activité a redémarré après plusieurs années de quasi-stagnation. En revanche, les ventes n'ont guère progressé dans le commerce de détail.

Mais une faiblesse persistante des investissements

Toutefois, les dépenses d'investissement n'auraient guère progressé en 2007, malgré un accès encore aisé au crédit. Cette faiblesse de l'effort d'équipement ne semble pas devoir être contredite en 2008. Les résultats de la dernière enquête de conjoncture PME (fin du premier semestre 2008) sont peu encourageants, la hausse du coût du crédit et le ralentissement de la demande pesant sur la réalisation des investissements.

La structure financière des PMI se renforce

L'analyse de la situation financière de l'industrie dans six pays européens (France, Allemagne, Belgique, Espagne, Italie, Portugal) fait ressortir dans tous ces pays, une augmentation de



la part des capitaux propres dans le bilan, avec des disparités : le ratio est particulièrement élevé en Belgique, en Espagne et dans une moindre mesure en France, et plus faible en Allemagne et en Italie.

Plus généralement, les PMI allemandes améliorent nettement leur situation financière, tant sur le plan du renforcement des fonds propres que de la rentabilité. En France et en Belgique, la situation financière des PMI progresse aussi, mais de façon moins prononcée. En Espagne, au Portugal et en Italie, le diagnostic est plus nuancé. La rentabilité des PMI est plus fragile, surtout si on la compare avec celle des grandes entreprises.

Sur la période récente, le taux d'endettement net se stabilise dans tous les pays, sauf en Belgique où il diminue. Le poids des charges de financement progresse à nouveau en 2006, notamment en Espagne, en Italie et au Portugal.

Les PME indépendantes emploient 54 % des actifs du secteur privé

En 2005 (dernier chiffre disponible), les PME indépendantes emploient plus de 8,8 millions d'actifs, soit 54 % des actifs du secteur privé (industrie, commerces, services).

Globalement, 500 000 emplois nouveaux se sont ajoutés en deux ans (2005-2007) en France à l'emploi total dans le secteur marchand. Les différentes enquêtes montrent que l'emploi se développe surtout dans les secteurs où les PME indépendantes sont les plus gros employeurs comme la construction, les services aux particuliers ou encore le commerce. À l'inverse, dans l'industrie, la tendance à la réduction d'effectifs se maintient : en trente ans,

2 millions de postes de salariés ont disparu dans ce domaine d'activité.

Innovation et internationalisation vont de pair

Les PME innovantes accompagnées par OSEO, sont ouvertes aux marchés étrangers ; là encore, dès leur plus jeune âge pour certaines. Ainsi, la moitié des PME françaises innovantes en 2007 exportent (i. e. plus de 5 % de leur chiffre d'affaires est réalisé à l'export). Un quart des PME innovantes de trois ans et plus exportent au moins 25 % de leurs ventes. Ce constat est confirmé par l'analyse des pôles de compétitivité : les PME industrielles ayant au moins un établissement dans un pôle étaient déjà plus exportatrices que la moyenne en 2005 : elles réalisent au total 26 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation, contre 22 % pour l'ensemble des PME industrielles nationales.

Les services informatiques occupent toujours le premier rang des lauréats du concours national d'aide à la création d'entreprise de technologies innovantes, avec 32,7 % des créations, malgré la poursuite de la baisse entamée en 2002, suivis par les secteurs biotechnologies et pharmacie (20,4 %), électronique et télécommunications (19,5 %).

Pas d'augmentation de la part des PME dans les exportations

En 2007, 84 000 PME indépendantes exportatrices ont été recensées, un chiffre légèrement inférieur à celui de l'année précédente (- 1 %). Le montant de leurs ventes s'est établi à 115 milliards d'euros, ce qui représente approximativement 30 % du montant total des exportations.

Beaucoup de ces entreprises n'exportent pas de manière régulière. En effet, chaque année, plus de 30 % de nouvelles entreprises arrivent sur le marché (elles n'effectuaient pas d'exportation l'année précédente). Une proportion équivalente disparaît chaque année.

En dynamique, la croissance des exportations des PME indépendantes sur la période 2002-2007 est essentiellement due à la progression des exportations vers les pays limitrophes.

Les PME bénéficient de 27 % du montant des marchés publics

Sur 168 000 marchés pour un montant global d'environ 57,4 milliards d'euros recensés en 2006, la part des PME indépendantes dans le total des

marchés publics (État + collectivités locales) représente 64 % du nombre des marchés et 27 % de leur montant.

La prépondérance des PME en termes de nombre de marchés apparaît plus marquée pour les collectivités locales que pour l'État (65 % contre 52 %). En termes de montant, cette différence est encore plus marquée, la part des PME représentant 40 % pour les collectivités locales et seulement 12 % pour l'État. Mais l'Observatoire de la commande publique souligne qu'il faut rester très prudent dans l'expression des pourcentages compte tenu de la nette baisse du nombre de marchés recensés entre 2005 et 2006 et de la présence de quelques marchés de l'État de montant très élevé qui perturbent la lisibilité des données.